

Les bonnes pratiques environnementales dans l'Artisanat

FICHE MÉTIER : Menuiserie, Charpente et Couverture

- 1 Quelles démarches administratives effectuer ? Quelles sont les exigences attendues ? (page 1)
- 2 Comment éliminer vos déchets ? (page 3)
- 3 Comment gérer vos eaux usées ? (page 5)
- 4 Comment maîtriser votre consommation énergétique ? (page 6)
- 5 Comment éviter les plaintes du voisinage ? (page 6)
- 6 Quelles obligations de sécurité et d'accessibilité ? (page 7)
- 7 Mettez toutes les chances de votre côté : Contactez nous (page 9)

1- QUELLES DEMARCHES ADMINISTRATIVES EFFECTUER ?

Votre entreprise peut être soumise à des formalités particulières, notamment à la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), c'est-à-dire que suivant la quantité de produits ou les procédés que vous utilisez, votre installation peut présenter des risques pour l'environnement et la santé humaine. Par conséquent, avant de commencer votre activité ou pour la régulariser, vous devez prendre contact avec le **service lié aux ICPE de la Préfecture de département**. Suivant, le degré de nuisances, que votre entreprise pourrait générer, il existe 3 régimes :

- la **déclaration** : C'est une procédure simplifiée pour les établissements dont l'impact sur l'environnement est réduit. L'exploitant adresse à la Préfecture une déclaration précisant la nature de l'activité qu'il souhaite exercer. Le Préfet fixe les règles d'exploitation par arrêté type.
- l'**enregistrement** : Régime intermédiaire. Le dossier doit être déposé en préfecture. Une fois complet, il est soumis au conseil municipal de la commune concernée et à une consultation du public en mairie et sur internet. Est délivré par le préfet. Cette procédure demande *un délai de 5 mois maximum*.
- l'**autorisation** : Pour établissements présentant des risques importants pour l'environnement. La procédure est plus longue et complexe et comprend notamment une enquête publique, une étude d'impact. Cette procédure demande *un délai minimum d'un an*.

Dans le cas des activités de menuiserie, charpente et couverture, l'installation peut être soumise au régime des ICPE en fonction des critères suivants :

Rubrique	Activité concernée	Seuil de DECLARATION	Seuil d'ENREGISTREMENT	Seuil d'AUTORISATION
1531	Stockage par voie humide (immersion ou aspersion) de bois non traité	Quantité > 1000 m ³		

Rubrique	Activité concernée	Seuil de DECLARATION	Seuil d'ENREGISTREMENT	Seuil d'AUTORISATION
1532	Stockage du bois et matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse (pouvant être employé comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique)	Quantité > 1000 m ³ mais ≤ 20 000 m ³	Quantité > 20 000 m ³ mais ≤ 50 000 m ³	Quantité > 50 000 m ³
2410	Travail du bois et matériaux combustibles analogues : (En fonction de la puissance installée de toutes les machines présentes dans l'atelier)	Puissance > 50 kW mais ≤ 250 kW	Puissance > 250 kW	
2415	Mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés : (en fonction de la quantité de produit présente dans l'installation)	Quantité ≥ 200 l mais ≤ 1 000 l OU Quantité consommée >25 t/an mais ≤ 1 000 l		Quantité > 1 000 l
2560	Travail mécanique des métaux et alliages : (en fonction de la puissance installée de toutes les machines présentes dans l'atelier)	Puissance > 150 kW mais ≤ 1 000 kW	Puissance > 1 000 kW	
2661	Transformation de polymères : tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage etc...)	Quantité ≥ 2 t/jour mais < 20 t/jour	Quantité ≥ 20 t/jour	
2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit ...			
	Procédé « au trempé »	Quantité présente > 100 l et ≤ 1000 l		Quantité présente > 1000 l
	Procédé « autre que le trempé »	Quantité utilisée > 10 kg/j et ≤ 100 kg/j		Quantité utilisée > 100 kg/jour
	Procédé utilisant des poudres à base de résines organiques	Quantité utilisée > 20 kg/jour et ≤ 200 kg/j		Quantité utilisée > 200 kg/j

ⓘ Important : les rubriques 2415, 2560 et 2940 sont soumises à un contrôle périodique obligatoire, à renouveler tous les 5 ans par un organisme tiers (ou tous les 10 ans pour les sites ISO 14001) que vous pouvez retrouver sur <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Contrôle-periodique-de-certaines.html> dans la rubrique « Agrément des organismes de contrôle ».

→ Si dans le cadre de votre activité vous êtes en dessous des seuils de chacune des rubriques précédentes alors votre entreprise n'est pas soumise à la législation des ICPE.

→ Si dans le cadre de votre activité, vous êtes soumis au régime des ICPE, **vous pouvez dès à présent réaliser** la procédure de déclaration des installations classées (télé-service) de manière dématérialisée **via le portail** : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises>. Vous trouverez plus d'information sur <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/-La-declaration-par-teleservice-.html>.

⇒ **NB** : Le déclarant peut continuer à faire une déclaration sous format papier jusqu'au 31 décembre 2020.

→ A la rubrique déclaration un **Arrêté Type** est associé définissant les prescriptions techniques à respecter. *Soyez vigilant car cette réglementation est très changeante : les seuils peuvent être abaissés, et si votre activité évolue (acquisition de nouvelle machine, changement de produits ...) vous pouvez être soumis à cette réglementation.*

→ A noter que **l'exploitant d'une ICPE est tenu de** : déclarer les changements (extension, modification, mise en sécurité du site, ...), notifier le préfet de toute cessation d'activité du site (au moins 1 mois avant l'arrêt définitif), signaler tous les accidents/incidents survenus, informer son successeur de son obligation de déclaration dans le mois qui suit la cession, se soumettre aux contrôles des services d'inspection des installations classées.

2- COMMENT ELIMINER VOS DECHETS ?

Le **Code de l'Environnement** stipule que tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de l'élimination de ses déchets. Leur dépôt ou rejet dans le milieu naturel est interdit. Le détenteur doit en assurer ou en faire assurer l'élimination dans des conditions propres à éviter toute nuisance pour l'environnement.

Les déchets issus de l'activité de menuiserie, charpente et couverture peuvent être classés en trois catégories :

- **les Déchets Inertes (DI)**, non dangereux mais qui sont à l'origine de dégradations paysagères lorsqu'ils ne sont pas éliminés dans des centres agréés,
- **les Déchets Non Dangereux (DND)**, qui ne sont pas dangereux mais qui peuvent polluer l'environnement s'ils ne sont pas éliminés convenablement,
- **les Déchets Dangereux (DD)**, qui présentent des risques importants pour la santé et l'environnement.

Type de déchets	Solutions d'élimination						
	Apport volontaire en déchèterie	Prise en charge par prestataire	Collecte des ordures ménagères	Reprise fournisseur	Réemploi	Valorisation énergétique ¹	Valorisation matière ²
Déchets Inertes							
Gravats, tuiles, béton	OUI	OUI					
Déchets Non Dangereux							
Palettes, caisses bois	OUI	OUI		OUI	OUI	OUI	
Copeaux, sciures, chutes de bois		OUI				OUI	OUI
Papiers / cartons	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI		
Métaux	OUI	OUI					
Plastiques (emballages, polystyrène, PVC ...)	OUI	OUI	OUI				
Laine de roche, de verre, de laitier ...	OUI	OUI					
Vitrage	OUI	OUI					
Déchets Dangereux							
Huile de vidange	OUI	OUI					
Emballages souillés (colle, vernis, peinture, ...)	OUI	OUI		OUI			
Solvants usagés	OUI	OUI		OUI	Régénération (fontaine à solvants)		
Matériels souillés (chiffons, pinceaux ...)	OUI	OUI					
Bois traité	OUI	OUI					
Amiante	OUI	OUI					

¹ Valorisation énergétique : Chaudière à bois avec récupération de chaleur

² Valorisation matière : Prise en charge par les centres équestres, les aviculteurs.

⚠ Important : En tant que détenteur ou producteur de déchets, vous en êtes responsable jusqu'à leur élimination finale. De plus, la commune n'a pas obligation de collecter les déchets issus de votre activité. Elle est tenue de mettre en place une redevance spéciale pour les entreprises utilisant le service de collecte des ordures ménagères.

Retenez qu'il est important de mettre en place :

➤ **Des actions de prévention** : pour réduire vos déchets :

- **Pour supprimer la gestion des cartons d'emballage**, préférez des fournisseurs qui vous proposeront la livraison de pièces dans des caisses en plastiques qu'ils récupéreront à chaque transaction. Principe de l'emballage dit « navette ».
- **Réutilisez les gravats, sables ...** en vous assurant qu'ils soient débarrassés de tout contaminants (plastiques, solvant, amiante).
- **Pour limiter la collecte et l'achat de solvants** vous pouvez investir dans un régénérateur de solvants « fontaine à solvants »
- **Pour supprimer les dégraissants**, optez pour une « fontaine de dégraissage biologique », vous réduirez le coût d'élimination des déchets liquides dangereux.
- **Utilisez du bois certifié FSC ou PEFC** garantissant une gestion durable des forêts d'où il est extrait.
- **Choisissez des essences de bois naturellement résistant** aux risques biologiques, le bois réifié (traitement thermique sans produit chimique) ou encore THT (traité haute température)
- Préférez la **location de chiffons nettoyables** et réutilisables, à l'achat de chiffons jetables.
- **Privilégiez la valorisation énergétique** des copeaux et poussières de bois non dangereux issus du système d'aspiration pour produire un combustible bois-énergie (briquettes, granulés) et éventuellement chauffer l'atelier.
- **Dématérialiser** vos devis, factures, publicités et promotions (éviter les impressions de catalogues, plaquettes) et affichez un 'Stop Pub' sur votre boîte aux lettres. Pensez à imprimer en recto-verso.
- **Pensez à réparer, vendre ou donner** aux organismes d'insertion, recycleries ... certains de vos déchets :

➔ **Donnez les copeaux de bois** à vos clients disposant d'espace vert ou d'animaux (pour le paillage ou la litière) ou encore à ceux qui alimentent un composteur.



➔ Vous pouvez tout aussi bien déposer une annonce de cession d'un déchet et répondre à une offre sur la **Bourse aux déchets en Nouvelle-Aquitaine**. Les dépôts et les réponses aux annonces sont gratuits ! Retrouvez toutes les modalités d'inscription en cliquant sur ce lien : <http://www.dechets-nouvelle-aquitaine.fr/bourse/>.

➔ **Entretenez vos matériels de production et machines** : pensez à la réparation au lieu de racheter du matériel neuf ! Retrouvez tous les artisans de la réparation ou **REPAR'ACTEURS®** près de chez vous grâce à l'annuaire de la réparation via ce lien : <http://www.reparacteurs-nouvelle-aquitaine.fr/>.



➤ **Des Actions de gestion** : pour optimiser la gestion de vos déchets :

- **Triez** vos déchets afin de limiter les coûts d'élimination. Les déchets en mélange sont éliminés au tarif du déchet le plus dangereux (séparer les déchets valorisables et monnayables de ceux qui ne le sont pas [ex : métaux])
- **Demandez** l'établissement d'un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) au collecteur autorisé lors de l'enlèvement des déchets dangereux. Il est la preuve d'une bonne élimination. A conserver pendant 5 ans.
- **Pour les déchets non dangereux**, veillez à conserver les factures et bons d'enlèvement.
- **Tenez à jour un registre de suivi de vos déchets** (nature, tonnage, filière d'élimination), il est obligatoire depuis le 1^{er} juillet 2012. Vous pouvez télécharger un exemplaire en suivant ce lien : <https://www.dechets-nouvelle-aquitaine.fr/web/fr/271-le-registre-des-dechets.php>
- Tout metteur sur le marché de **produits d'équipements de l'ameublement** est prié d'adhérer à un **éco-organisme** (informations disponibles sur www.eco-mobilier.fr et www.valdelia.org). Il existe une **adhésion simplifiée** selon le chiffre d'affaire des entreprises artisanales. Cette adhésion permet d'utiliser l'éco participation due par vos clients pour que les produits concernés, devenus déchets d'éléments d'ameublement (DEA), puissent être gérés par les filières appropriées.
- D'après le **Décret n° 2016-288 du 10/03/2016 "Décret 5 Flux"** pour toute production de déchets de papier, métal, plastique, verre, bois, papiers de bureaux et bio-déchets, vous devez réaliser un tri à la source et mettre en place une collecte séparée de ces déchets. Applicable si vous n'avez pas recours au service de collecte des déchets ménagers, ou **si vous produisez plus de 1100 L/semaine** (ce seuil peut varier selon votre département). Vous pouvez faire appel à un prestataire privé pour leur valorisation.
- **La collecte des huiles de vidange n'est plus gratuite**. Contactez la préfecture de département, votre Chambre de Métiers ou votre Organisation Professionnelle pour connaître les entreprises agréées.

- **Attention à l'amiante (flocage, calorifugeage et amiante-ciment)** : si vous n'êtes pas certifié AFAQ ou QUALIBAT, vous n'êtes pas habilité à intervenir sur des chantiers de déflocage ou décalorifugeage. En ce qui concerne le retrait d'amiante-ciment, vous et vos salariés doivent répondre à certaines conditions (référez vous à la fiche « **AMIANTE : DANGER !** »)

⇒ **La plupart de vos déchets** peuvent être amenés en déchèterie, retrouvez les dans la rubrique « **RECHERCHER UNE SOLUTION** » de www.dechets-nouvelle-aquitaine.fr

3- COMMENT GERER VOS EAUX USEES ?

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans les égouts publics est interdit sans autorisation préalable (**Loi n°2011-525 du 17 mai 2011, article 37, dite Loi WARSMANN 2 et règlement assainissement de votre collectivité**).

Pour les entreprises non raccordées au réseau collectif d'assainissement, rapprochez-vous du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) de votre commune, pour connaître les obligations de mise en place de système de prétraitement et/ou traitement pour vos eaux usées d'activité.

→ **Contactez le service des eaux de votre commune avant de commencer votre activité ou pour la régulariser**, dans la mesure où certains produits utilisés dans le cadre de votre activité (verniss, solvants, peintures ...) peuvent perturber le fonctionnement du réseau d'assainissement et contribuer directement à la pollution des ressources en eau.

→ **Afin d'éviter ces perturbations et les sanctions qui peuvent en découler :**

- Vous ne devez pas rejeter ces produits dans le réseau d'assainissement
- Vous devez réaliser le stockage de produits dangereux liquides et de déchets contenant ces produits, à l'aide d'un système de rétention.
- Ces fûts doivent être éliminés par le biais de déchèteries professionnelles (petites quantités) ou par l'intermédiaire d'un prestataire agréé (grandes quantités).

Voici les règles de mise sous rétention :

- **Ex 1** : s'il y a un seul contenant (un fût de 100 l) la rétention doit être égale à 100 % du volume du contenant, soit 100 l.
- **Ex 2** : s'il y a plusieurs contenants de même volume (4 fûts de 200 l), la rétention doit avoir un volume égal à 50 % du volume total, soit $(4 \times 200)/2 = 400$ l.
- **Ex 3** : s'il y a plusieurs contenants de différents volumes (1 transicuve de 1000 l et un fût de 200 l) la rétention doit avoir un volume égal à 50% du volume total en théorie, soit 600 l. Toutefois, il faudra pouvoir sécuriser au moins le contenant ayant la plus grande capacité, donc ici on choisira une rétention de 1 000 l.

Exemple de bacs de rétention (pour petits et grands contenants) :



4- COMMENT MAITRISER VOTRE CONSOMMATION ENERGETIQUE ?

Vérifier votre abonnement (puissance installés et dépassement ou non) : rapprochez vous de votre fournisseur d'énergie ou du pôle environnement de votre Chambre de Métiers pour réaliser un audit facture ou plus largement une visite Energie.

Retenez qu'il est important de :

- Pensez à faire vérifier régulièrement votre installation de compression ou d'aspiration d'air (**vérification des fuites**).
- **Renouvellement de matériel** : Privilégiez des machines moins énergivores (pour cela comparez la puissance du matériel en kW).
- Eteignez les machines quand elles ne sont pas en service (**limiter la mise en veille**, y compris pour le matériel informatique).
- **Privilégiez l'éclairage basse consommation** (tube fluorescent haut rendement ou lampe fluo compacte LED) pour les pièces allumées plusieurs heures d'affilée.
- Pensez à équiper vos **pièces peu fréquentées par des détecteurs de présence**.
- **Si vous utilisez des véhicules dans le cadre de votre activité** : Le décret n°2018-1318 du 28 décembre 2018 permet aux artisans de mobiliser de nouvelles aides à l'acquisition ou à la location de véhicules peu polluants. En effet, en plus de l'extension de la prime à la conversion, un nouveau bonus écologique de 4 000€ est mis en place pour l'achat ou la location d'une camionnette électrique d'un poids total autorisé en charge compris entre 3,5 et 12 tonnes. Cette prime à la conversion bénéficie aux propriétaires de véhicules essence immatriculés pour la première fois avant 1997 ou diesel avant 2001 qui *achètent un véhicule neuf ou d'occasion* plus récent et affichant un taux d'émission de CO2 inférieur ou égal à 122 g/km. Pour cela, le Ministère de la Transition écologique et solidaire a lancé la plateforme d'information : <http://www.primealaconversion.gouv.fr>

5- COMMENT EVITER LES PLAINTES DU VOISINAGE ?

Le bruit est classé comme la nuisance n°1 par les français. Alors, avant de vous installer, pensez à équiper vos machines et votre atelier de systèmes atténuant les vibrations et le bruit. Les travaux bruyants sont interdits entre 22 heures et 07 heures. Plus vous serez dans un quartier calme plus vous aurez de risque de dépasser les seuils tolérés.

Les fumées et les odeurs peuvent également être la source de plaintes. Le brûlage à l'air libre ou dans une installation non autorisée de tout déchet est interdit : il peut présenter des risques pour la santé (gaz nocifs) et être la cause d'accidents de circulation (fumées trop condensées) ou d'incendies.

Attention à la hauteur de la cheminée de votre chaudière à bois et n'y introduisez pas de bois traité.

Certains produits chimiques sont sources de nuisances, en particulier les solvants en émettant des COV (Composés Organiques Volatils), nocifs pour la santé. Pour éviter les émanations :

- fermez bien tous les bidons et autres conteneurs de produits chimiques (produits et déchets) et limitez au maximum vos temps d'exposition,
- stocker les chiffons imprégnés dans des récipients fermés,
- ne pas stocker les produits dans un local chaud.

6- QUELLES OBLIGATIONS DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE ?

1. Sécurité au travail

Le chef d'entreprise ayant à minima un apprenti et/ou un salarié depuis 2001, doit obligatoirement :

- ✓ **Assurer la sécurité et protéger la santé de ses salariés** : Tous sont concernés, qu'ils soient à temps pleins ou partiels, temporaires, apprentis, conjoints salariés...
- ✓ **Former ses salariés à la sécurité** pour assurer leur propre sécurité et celle des autres et en cas d'accident du personnel ou de sinistre.
- ✓ **Evaluer les risques auxquels sont exposés ses salariés** et prendre des mesures pour les éviter.

A ce titre, le **document unique d'évaluation des risques professionnels** doit contenir le résultat de cette évaluation des risques professionnels. C'est un document écrit obligatoire pour chaque entreprise employant un ou plusieurs salariés (mis à jour une fois par an et à chaque changement important).

L'évaluation comporte 3 étapes principales :

- 1) **Identifier les risques** : pour chaque unité de travail, déterminer les dangers;
- 2) **Hiérarchiser les risques** : estimer les risques : gravité, probabilité d'apparition, fréquence d'exposition des travailleurs à ce risque. Ce classement sert à établir les priorités du plan d'actions;
- 3) **Planifier les actions de prévention.**

Des **Équipements de Protection Individuelle (EPI)** doivent être mis à la disposition des travailleurs par l'employeur lorsque toutes les mesures de protection collective possibles ont été mises en œuvre.

Lors d'achat d'équipement neuf ou d'occasion l'acquéreur doit faire attention aux 3 points suivants: ① Certificat de conformité, ② Notice en français, ③ Marquage "CE" sur l'équipement. Pour l'achat de matériel d'occasion un certificat de conformité doit être fourni à l'acquéreur (Décret 93/40).

Des vérifications périodiques annuelles sont obligatoires pour les installations électriques, les équipements incendies et les installations de ventilation.

2. Etablissements Recevant du Public (ERP)

● En termes de sécurité incendie :

Des mesures de prévention contre l'incendie pour faciliter l'évacuation du public, sont déterminées en fonction de la nature de l'activité, de la taille du local et du nombre de personnes pouvant être admises dans l'établissement. Le **règlement de sécurité** (Arrêté du 25 juin 1980) fixe le détail des règles applicables à tous les ERP, et celles applicables à chaque type d'établissement.

Un **registre sécurité** est obligatoire précisant l'identité de l'entreprise et les différentes informations relative à la sécurité du local (consignes d'évacuation, dates des contrôles et vérifications et dates des travaux d'aménagement et de transformation...). Il doit être tenu à la disposition de l'administration et servira aux experts en cas de sinistre pour vérifier le niveau de sécurité de l'établissement.

● En termes d'accessibilité :

La **loi du 11 février 2005** met en avant le principe de « l'accès à tout pour tous ». **Tous les établissements Recevant du Public (ERP)** comme les entreprises artisanales sont donc concernées. Leur **offre de service doit être accessible** aux personnes ayant divers types de handicaps (motrice, visuelle, auditive, mentale, personnes à mobilité réduite etc.), depuis le 1^{er} janvier 2015.

L'accessibilité est par ailleurs un moyen d'élargir sa clientèle en réservant un accueil adapté et chaleureux à ce public !

De plus, depuis le 30 septembre 2017, tout exploitant ou propriétaire d'un ERP neuf et/ou situé dans un bâti existant est tenu de **mettre à disposition du public un registre public d'accessibilité**. Ce registre est consultable, sur place, au principal point d'accueil accessible, éventuellement sous forme dématérialisée, voir mis en ligne sur le site internet de l'entreprise. Il a pour objectif d'informer le public sur le degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations.

- **Responsabilité des travaux :**

- Si l'entreprise n'est pas propriétaire des murs, elle est tenue d'en informer son propriétaire et de consulter les clauses de son bail commercial.
- La responsabilité des travaux incombe par principe au propriétaire des murs. Cependant, une clause expresse contraire peut être incluse dans le bail et reporter la charge des travaux au locataire pour les travaux prescrits par l'autorité publique. Si ces clauses ne sont pas parfaitement claires, elles doivent s'interpréter dans le sens favorable au locataire.
- Le locataire peut également en avoir la charge si les travaux sont la conséquence de l'affectation qu'il a choisie. Si la location n'a pas été faite pour un usage déterminé, alors l'obligation du bailleur n'a plus de fondement légal (ex : bail tous commerces).

Des demandes de dérogations sont possibles, mais elles doivent n'intervenir qu'en dernier recours en effet, l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogées.

→ Pour en savoir plus rapprochez-vous de votre CMA départementale ou rendez-vous sur <http://www.cnisam.fr/>

METTEZ TOUTES LES CHANCES DE VOTRE COTE !

Afin de ne pas commettre d'impairs,
utilisez les services qui peuvent répondre à vos préoccupations :



CHAMBRE REGIONALE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE NOUVELLE-AQUITAINE
46 Rue du Général de Larminat
33 074 Bordeaux Cedex

Vos interlocuteurs dans le réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat :
Pôle Environnement :

<p>CMA Charente (16) Fantine Alibeu - Tél. : 05 45 90 47 25 f.alibeu@cma-charente.fr</p>	<p>CMA Charente-Maritime (17) Tél. : 05 46 50 00 00 contact@cm-larochelle.fr</p>
<p>CMA Corrèze (19) Elodie FAURE- Tél: 05 55 79 45 02 e.faure@artisanat-nouvelle-aquitaine.fr</p>	<p>CMA Creuse (23) Elodie FAURE- Tél: 05 55 79 45 02 e.faure@artisanat-nouvelle-aquitaine.fr</p>
<p>CMAI Délégation Dordogne – Périgord (24) Camille POULENARD - Tél : 05 53 35 87 57 c.poulenard@cm24.fr</p>	<p>CMAI Délégation Gironde (33) Marianne CARITEZ - Tél. : 05 56 99 91 42 marianne.caritez@cm-bordeaux.fr</p>
<p>CMA Landes (40) Stéphanie PERBOST - Tél : 05 58 05 81 70 s.perbost@cma-40.fr</p>	<p>CMAI Délégation Lot-et-Garonne (47) Thierry PLANCHE - Tél : 05 53 77 47 77 thierry.planche@artisanat-aquitaine.fr</p>
<p>CMA Pyrénées-Atlantiques (64) Laetitia MARTIN - Tél : 05 59 55 82 63 l.martin@artisanat-aquitaine.fr</p>	<p>CMA Deux-Sèvres (79) Tatiana SCHOUMACHER- Tél: 05 49 77 43 42 t.schoumacher@cma-niort.fr</p>
<p>CMA Vienne (86) Laurence PLICAUD - Tél : 05.49.88.47.80 l.plicaud@cm-86.fr</p>	<p>CMA Haute-Vienne (87) Elodie FAURE- Tél: 05 55 79 45 02 e.faure@artisanat-nouvelle-aquitaine.fr</p>

Vos organisations professionnelles régionales :

<p>FEDERATION REGIONALE DE LA TONNELLERIE – REGION NOUVELLE-AQUITAINE Tél. 05 57 10 02 02</p>	<p>CAPEB (Nouvelle-Aquitaine) Tél. 05 56 34 40 24</p>
--	--